

Fil Santé #23

La fabrique des politiques de santé

1^{er} octobre 2020

Une concertation citoyenne dans la lutte contre les cancers

À l'occasion du lancement de sa Stratégie décennale de lutte contre le cancer, l'Institut national du cancer (Inca) a lancé une [concertation citoyenne](#) ouverte jusqu'au 10 octobre. Les internautes sont invités à donner leur avis sur les 220 préconisations de la Stratégie décennale, mais ils peuvent aussi proposer des mesures supplémentaires. L'INCa souhaite réduire d'ici 2040 de 60 000 le nombre de nouveaux cancers diagnostiqués chaque année. [Thierry Breton, directeur général de l'Inca, a répondu en exclusivité à nos questions.](#)

La loi grand âge/autonomie sur les rails ?

La loi du 7 août 2020 relative à la dette sociale et à l'autonomie a institué une cinquième branche de la sécurité sociale en charge de l'autonomie. La publication à la mi-septembre du rapport "Vachey" dessine les contours de ce qui pourrait être une réforme structurelle de la prise en charge de la dépendance dans les territoires.

[Lire l'article](#)

ACTU

Addictions, Cancers, Démocratie sanitaire, Environnement, Financements, Nominations, Nutrition, Organisation des soins, Ségur de la santé

Addictions

La cocaïne joue un rôle croissant dans les problèmes d'addiction en Europe

Selon le [rapport](#) de l'Observatoire des drogues et toxicomanies en Europe (OEDT) installé à Lisbonne, la cocaïne joue un rôle croissant dans les problèmes d'addiction en Europe. Ce constat est effectué à partir de différents éléments : quantités saisies données de prise en charge des usagers, passages aux urgences et décès. Le marché de la cocaïne apparaît également comme un important générateur de violence entre gangs.

Une forte diffusion des traitements de substitution (TSO) en France

À l'échelle européenne, le nombre de bénéficiaires de TSO (traitements substitutifs aux opioïdes) varie d'un facteur trois selon les pays. Comparée à ses voisins (Royaume-Uni, Irlande, Belgique, Luxembourg, Allemagne, Italie, Espagne), la France continue d'afficher en 2017 le niveau le plus élevé de prescription de TSO par habitant. Entre 2011 et 2017, le nombre de bénéficiaires d'une délivrance de médicaments de substitution aux opioïdes (MSO) en ville a légèrement crû pour s'établir autour de 162 500 personnes en France.

Source : [Tableau de bord « substitution aux opioïdes » 2020 de l'Office français des drogues et toxicomanies \(OFDT\)](#)

L'Observatoire des jeux rattaché à l'Office français des drogues et des toxicomanies (OFDT)

Les jeux d'argent et de hasard (JAH) constituent une activité ancienne mais longtemps interdite. Les conséquences de ces usages préoccupent de plus en plus les pouvoirs publics et la Direction générale de la santé a commandé, en 2008, une expertise collective à l'INSERM. L'observation des pratiques des jeux d'argent et de hasard se fait désormais de façon régulière dans le Baromètre de Santé publique France (SpF). Depuis le 1er juillet, [l'Observatoire des jeux a été rattaché à l'Office français des drogues et des toxicomanies](#).

Huit nouvelles brochures prévention pour mieux connaître les risques liés aux addictions en milieu professionnel

Réseau d'entraide de personnes dépendantes à l'alcool à La Poste, Amitié PTT est devenue une organisation proposant formation, conseil et expertise sur toutes les formes d'addictions. Composée d'une vingtaine de permanents, Adixio anime et forme un réseau d'une centaine de militants-bénévoles sur l'ensemble du territoire. Elle propose huit nouvelles brochures pour « mieux connaître les risques liés aux addictions en milieu professionnel ».

Cancers

Cancers pédiatriques près de Nantes : pas d'incidence supérieure mise en évidence

Après des mois d'investigation, une enquête épidémiologique auprès des familles, plus de 600 échantillons prélevés et mesures sur site effectuées et plus de 80 000 analyses environnementales, des dizaines d'experts régionaux et nationaux mobilisés, Santé publique France a rendu son [diagnostic](#) il y a quelques jours. Il n'a pas été possible d'identifier une cause commune pouvant expliquer la survenue de cancers pédiatriques sur le secteur. Par ailleurs, la cartographie des cancers pédiatriques du département montre que les effectifs de cancers ne sont pas plus nombreux à Sainte-Pazanne que dans le reste du département. [Ces résultats ont été présentés au comité de suivi des cancers pédiatriques](#), qui réunit les familles concernées, l'ARS, la DREAL et Santé publique France, le mardi 22 septembre à Sainte-Pazanne. Ces familles souhaitent une poursuite des investigations.

Démocratie sanitaire

Nouvelle recommandation de la Haute Autorité de Santé (HAS) pour favoriser l'engagement des usagers

La HAS publie la recommandation « [Soutenir et encourager l'engagement des usagers dans les secteurs social, médicosocial ou sanitaire](#) » à l'appui de son axe stratégique « Faire de l'engagement des usagers une priorité ».

Environnement

Un nouvel indice de la qualité de l'air

Un nouvel indice de mesure de la qualité de l'air entrera en vigueur le 1er janvier 2021 sur l'ensemble du pays. Il va intégrer une famille de particules fines (PM=particle matter en anglais) supplémentaires, les PM_{2,5} (2,5 microns de diamètre), mesures déjà effectuées par les 18 Agences de la qualité de l'air. De plus, les principaux seuils d'alerte pour qualifier l'air de mauvaise qualité, seront abaissés. Ils vont concerner les PM₁₀ (10 microns de diamètre), l'ozone, le dioxyde d'azote et le dioxyde de soufre, pour mettre en adéquation les niveaux français, qui remontent à la loi sur l'air de 1996, avec les seuils européens. Les six niveaux retenus seront en adéquation avec ceux pris en compte par l'Agence européenne de l'environnement (bon, moyen, dégradé, mauvais, très mauvais et extrêmement mauvais) qui sont déjà [accessibles en ligne](#) pour l'Europe. Le niveau annoncé quotidiennement pour la journée en cours et la suivante va correspondre au plus mauvais indice de l'un des cinq polluants mesurés.

De manière générale, la pollution atmosphérique s'améliore de manière continue en France y compris pour les micro particules (PM). Selon l'Ineris (institut national de l'environnement industriel et des risques), expert public pour la maîtrise des risques industriels, la moyenne annuelle de PM2,5 a baissé de 50% entre 2009 et 2019 en moyenne sur la France. 5% de la surface du territoire (28 % de la population) reste exposée en 2019 à des valeurs au-dessus du seuil OMS (10 µg/m3).

Source : [D'après Le Figaro](#)

Financements

1,5 milliards € à la charge des assureurs santé

Le gouvernement a annoncé le 3 septembre aux organismes complémentaires d'assurance maladie (Ocam) le montant de leur contribution exceptionnelle de 1,5 Md€ correspondant aux dépenses non engagées en 2020 suite à la crise sanitaire. Ce montant sera prélevé en deux fois : un milliard au titre de 2020, versé en 2021, et 500 millions en 2021, ajusté en fonction des soins effectivement remboursés d'ici la fin de l'année. Les Ocam regrettent cette décision, principalement à cause de l'incertitude pesant sur le montant total des remboursements économisés, en particulier sur les soins dentaires. La Mutualité française relève que "les contrats d'assurance santé seront taxés à hauteur de 16,5%" l'an prochain, contre 13,27% actuellement.

Source : [Sécu-hebdo #30](#).

Parution des "Comptes de la santé 2020" (données 2019)

Covid oblige, les « [Comptes de la santé 2020](#) » font l'objet d'exploitations statistiques moins détaillées que les années précédentes. Des comparaisons internationales de la dépense courante de santé et du reste à charge sont proposées (année 2018). Les États-Unis occupent toujours la première place avec une dépense de santé qui représente 17,8 % du Produit intérieur brut (PIB), avec des indicateurs de santé médiocres. Près de six points derrière, la Suisse dépense 11,9 % de son PIB pour la santé, devant l'Allemagne (11,5 %), et la France (11,3 %). En moyenne, les États membres de l'Union européenne consacrent 9,9 % de leurs PIB aux dépenses de santé. La France reste le pays dans lequel la part des dépenses à la charge des familles (reste à charge-RAC) est la plus faible.

Nominations

Le Pr Benoit Vallet, médecin anesthésiste et réanimateur, ancien Directeur général de la Santé, a été nommé Directeur général de l'ARS Hauts-de-France.

Après douze ans de mandat, Louis Gallois cède la présidence de la Fédération des acteurs de la solidarité (FAS) à Pascal Brice, ancien directeur de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra). La FAS (ex FNARS) réunit 870 associations dont Emmaüs, Aurore, l'Armée du Salut, la Cimade, Coalia ou la Fondation Abbé Pierre. Ces structures gèrent 1 500 centres d'hébergement, soit 90 % du parc social.

Nutrition

88 % des spots publicitaires à destination des plus jeunes concernent des aliments mal classés sur le plan nutritionnel

Selon une étude menée par l'association UFC-Que choisir, il y a surabondance de produits trop gras, trop sucrés ou trop salés, dans des proportions spectaculaires dans les publicités à destination des plus jeunes. Ainsi, 88 % des spots à destination des plus jeunes concernent des aliments de Nutri-Score "D" et "E", c'est-à-dire les deux classements les plus défavorables du point de vue nutritionnel (contre 43 % pour les aliments "tous publics"). Un

groupe d'association a signé un communiqué commun afin d'obtenir « une loi de moralisation du marketing alimentaire ». Dans leur pétition, les associations signataires demandent « l'interdiction des publicités pour les aliments destinés aux enfants ayant un Nutri-Score "D" ou "E", dans les contenus audiovisuels regardés par un grand nombre d'enfants », sur l'ensemble des chaînes télévisées ainsi que sur Internet. [Signez et faites signer la pétition contre la malbouffe !](#)

Organisation des soins

Un premier diagnostic sur la perception de l'usage des téléconsultations par les généralistes

Remboursée depuis septembre 2018, la télémédecine était restée confidentielle jusqu'au confinement. La crise sanitaire a provoqué une augmentation sans précédent des recours aux téléconsultations, de 10 000 actes par semaine début mars à plus d'un million début avril. 160 000 téléconsultations ont été dénombrées lors de la semaine précédant la rentrée. La prise en charge intégrale des téléconsultations par l'Assurance-maladie sera prolongée pendant deux ans, selon le projet de budget de la Sécu pour 2021 que le gouvernement a présenté mardi 29 septembre ([Source : Le Monde](#)).

Du côté des praticiens, les avis sont partagés quant au bénéfice tiré de l'utilisation des téléconsultations. Un tiers des généralistes en sont peu ou pas satisfaits et, à l'inverse, un médecin sur quatre est très ou tout à fait satisfait. C'est dans les départements les plus touchés par l'épidémie que son utilisation a été la plus importante et que la satisfaction des médecins est la plus élevée. Reste à connaître la perception des patients eux-mêmes quant à l'intérêt de ces nouvelles pratiques.

[Etudes et résultats n°1162-septembre 2020, DREES](#)

Rapport sur les mille premiers jours de l'enfant

Les 1 000 premiers jours de l'enfant constituent une période essentielle pour le bon développement et la construction de l'enfant. La commission de 18 experts spécialistes de la petite enfance, présidée par le neuropsychiatre Boris Cyrulnik, et chargée de réfléchir à la manière d'améliorer la prise en charge des enfants à cette période de la vie essentielle à leur développement a rendu son [rapport](#).

Sécur de la santé

Installation du comité de suivi, présidé par Nicole Notat

Le comité de suivi du Sécur de la santé, présidé par Mme Nicole Notat, réunit l'ensemble des acteurs du monde de la santé : représentants des personnels non médicaux, médicaux, des professionnels libéraux, des communautés hospitalières et médico-social, des étudiants et usagers du système de santé. Il a été installé officiellement par le ministre de la santé le 23 septembre dernier. Olivier Veran s'est engagé à réunir ce comité de suivi trimestriellement afin d'assurer la réalisation de chacune des 33 mesures annoncées à l'issue du Sécur de la santé.

Source : [communiqué gouvernemental](#)

FIL SANTE

Ont contribué à l'élaboration de ce numéro : Pr Jean-Paul Canevet, Dr Daniel Coutant, François Tuffreau, Monique Millet. Fil Santé # est édité par l'association LA SANTE A VOIX HAUTE, créée à Nantes en 2016.

Cet email a été envoyé à {{ contact.EMAIL }}.
Vous avez reçu cet email car vous êtes inscrit.e à Fil Santé #.
S'inscrire.

Désinscription

Envoyé par



© 2020 La santé à voix haute